

(1)

(N° 83.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JANVIER 1923.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Le montant total des crédits sollicités pour l'exercice 1923, au titre de la Dette publique, s'élève à fr. 1,189,160,927.56.

Dans ce chiffre ne sont comprises que les dépenses inscrites de ce chef au budget ordinaire; le service de la Dette en comporte d'autres encore.

Pour la première fois depuis la guerre, on ne trouvera pas de charges de cette nature au budget des dépenses extraordinaires. Mais le budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix contient un groupe de crédits afférents à la Dette publique, dont l'ensemble se chiffre par 1,001,587,100 francs.

Faut-il ajouter cette somme au total du service ordinaire pour apprécier l'ensemble des charges de la Dette publique? Non pas. En effet, nous relevons au budget des dépenses recouvrables un crédit de 437 millions pour intervention de ce budget dans les charges des emprunts contractés pour la restauration du pays, charges inscrites au service ordinaire et comprises dans le montant de 1,189 millions relevé ci-dessus.

(1) Budget, n° 411.

Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies* : MM. Meckelynck, président, Bologne, Carlier, Consol, David, De Bruyne (Augustin), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sapy, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wanwermans.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Lamborelle, de Montpellier, Houtart, de Liedekerke, Poncelet et Consol.

L'ensemble des charges de la Dette publique, pour l'exercice 1923, se constitue comme suit :

fr. 1,189,160,927.56 + 1,001,387,160 — 437,000,000 = fr. 1,633,748,027.56.

Vous trouverez ci-après trois tableaux qui forment la partie essentielle de ce rapport.

Le premier présente la situation de la Dette, en capitaux et en charges, à la date du 31 octobre 1922. En adoptant le cours du change à cette date pour l'évaluation des monnaies étrangères, on obtient un total de 37 milliards 7 millions 665 mille 862 francs belges, qui est celui du passif actuel de l'État.

D'importants éléments de ce passif n'entraînent pas l'imputation de charges d'intérêts sur le présent budget. Ainsi en est-il des avances obtenues des Alliés depuis l'armistice jusqu'à la signature de la paix, lesquelles s'élèvent, au cours du change, à 3 milliards de nos francs environ; ainsi encore des frais d'internement des troupes belges en Hollande, 60 millions de florins; ainsi des avances de la Banque Nationale, 5 1/2 milliards, qui exigeront un service d'intérêt à mesure qu'elles seront réglées à l'aide d'opérations normales de crédit.

Il importe de considérer à part la Dette *extérieure*. Outre les avances reçues des Alliés et les frais d'internement en Hollande, l'État est engagé en monnaies étrangères, par suite de diverses opérations, pour les montants suivants :

Francs français	56,254,200
Livres sterling	20,026,083
Dollars États-Unis . . .	130,782,177
Dollars canadiens . . .	2,028,093

Les conditions des emprunts qui composent cette dette ont été analysées dans le rapport sur le budget de la Dette publique pour l'exercice 1922.

Le second tableau que nous annexons au rapport a pour objet de déterminer le produit net et les frais d'émission des divers emprunts.

Un troisième tableau présente le relevé des engagements de l'État consistant en garanties d'intérêt. Ces engagements ont été développés dans ces derniers temps de telle sorte qu'il en résulte un sérieux danger d'accroissement des charges de la Dette. Le Parlement doit y être attentif. C'est pourquoi, au tableau des dettes actuelles et directes de l'État, nous avons cru nécessaire d'ajouter l'exposé des engagements contractés par voie de garantie.

Les divers articles du budget de la Dette publique donnent lieu aux observations suivantes :

Article 8. Dette à 3 p. c., 4^{me} série : 31,160,000 francs.

Cet emprunt est libellé en livres sterling. Le service en est calculé en comptant la livre sterling au cours de 53 francs, alors que le cours actuel est de 70 francs environ. Bien qu'il s'agisse d'un crédit non limitatif, il importe de se rapprocher, autant que possible, du montant probable de la dépense. Une majoration de 15 p. c. paraît donc nécessaire.

La Commission vous propose de porter ce crédit à 35,765,000 francs.

Art. 11. — Dette à 6 p. c. de consolidation de 1921 : fr. 91,390,525.14.

Il s'agit seulement de la portion de cet emprunt qui fut émise au cours de l'année 1921, ce qui est conforme aux règles de la comptabilité budgétaire.

Art. 12. — Emprunt à 7 1/2 p. c. de 50 000,000 dollars : 70,977,500 francs.

Les charges d'intérêt et d'amortissement montent à 5,675.000 dollars; la conversion en francs belges est calculée au taux de fr. 12 50, ce qui est évidemment trop bas. Une majoration de 10 p. c. sur ce crédit semble s'imposer.

Nous proposons donc 78,451,250 francs.

Art. 13. — Emprunt à 8 p. c. de 50,000,000 de dollars : 47,000,000 de fr.

Même observation : nous proposons 51,700,000 francs.

Art. 16. — Intérêts, amortissement et frais des capitaux empruntés ou à emprunter dont les charges ne sont pas prévues aux articles précédents, intérêts et frais des Bons du Trésor (crédit non limitatif) : 540,000,000 de francs.

Cet article comprend :

a) le service des titres de Restauration Nationale émis en 1922 ou à émettre en 1923 : 9.000.000 francs.

b) le service des titres de l'emprunt de Consolidation émis ou à émettre de même : 51.000.000 francs.

c) les intérêts et frais des bons du Trésor émis en Belgique : 230.000.000 francs.

Ce sont, d'une part, les bons décennaux émis en 1922, dont la charge est évaluée à 38.487.150 francs; d'autre part, les Bons du Trésor ordinaires et escomptés, dont le Service, calculé sur le capital émis à la date du 31 octobre 1922, doit absorber 191.512 850 francs. (V. Annexe I.)

d) Les intérêts et frais des Bons du Trésor émis à l'étranger : 70,000,000 de francs.

Il s'agit de la dette flottante extérieure.

Le crédit prévu pour cet ensemble d'objets au budget de 1922 (art. 14) s'élevait à 500,000,000 de francs, soit 160,000,000 de francs de plus que notre article 16. La cause en était l'imputation sur ce crédit des charges de l'emprunt de Consolidation émis en 1921, soit 95,000,000 de francs, et des Bons délivrés en échange de Bons monétaires, 110,800,000 francs. Les charges de ces deux emprunts figurent aux articles 11 et 13 du présent budget.

Le capital des Bons ordinaires et escomptés s'élevait, au 31 octobre 1922, à 4,165,111,000 francs, tandis que, au 31 décembre 1921, il était de 4 milliards 445,143,000 francs. Ce chiffre est réduit, au 30 décembre 1922, à 3 milliards 876,764,000.

Le capital des Bons décennaux s'élève à 769,743,000 francs.

Il importe de remarquer que le crédit inscrit sous l'article 16, crédit non limitatif, devra incorporer les charges des emprunts qui seront contractés au cours de l'année 1923, si ces emprunts entraînent des frais avant la fin de cette année.

Art. 18. — Annuités à payer du chef du rachat par l'État de concessions de chemin de fer : fr. 27,075,544.69.

Ce crédit est majoré, par rapport au précédent budget, de fr. 6,730,132.50. Motifs : la majoration du chiffre provisoire de l'annuité due à la Compagnie du chemin de fer de Braine-le-Comte à Gand (fr. 530,000); de nouvelles annuités à

payer *a*) pour rachat de sections du chemin de fer Bruxelles-Lille-Calais (fr. 3,600,000), *b*, pour rachat du chemin de fer de Tournai à Jurbise (fr. 2 millions (00,000)).

Les raisons qui ont amené le rachat de ces concessions sont les mêmes que celles exposées dans la note justificative du crédit de 4,000,000 francs introduit par voie d'amendement à l'article 16 du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1921, pour le paiement de l'annuité due à la Société du Chemin de fer de Braine-le-Comte à Gand (Document — Chambre — n° 531, de 1922).

Des crédits supplémentaires au Budget de l'exercice 1922 seront postulés pour la régularisation des semestres d'annuités, échus le 27 juillet 1922, et payés à la Compagnie du chemin de fer direct de Bruxelles à Lille et Calais (1,800,000 fr.) et à la Société anonyme des chemins de fer de Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt (1,300,000 francs).

Art. 23. — Part de l'État dans les charges de l'emprunt 6 p. e. de fr. 178,118,000 du Grand-Duché de Luxembourg, fr. 7,187,080.

Il s'agit de la différence d'intérêt (4 p. e.) qui est à charge de la Belgique suivant la Convention du 25 juillet 1921, approuvée par la loi du 5 mars 1922. Ce crédit n'était que de moitié l'an dernier, parce qu'un seul semestre d'intérêt devait être imputé sur l'exercice.

Art. 24. — Annuité à payer aux Communes en remboursement de dépenses d'alimentation et de secours qu'elles ont supportées pendant les années 1919 et 1920, et dont l'État a repris la charge.

Une note annexe nous apprend que l'État « ayant décidé de prendre à sa charge ces dépenses » qui s'élèvent à 284 millions et ne pouvant les imputer sur le budget des dépenses recouvrables, force est d'inscrire le crédit nécessaire au budget de la dette publique. Le vote de ce crédit comportera ratification par les Chambres de la décision prise par le Gouvernement.

Par une addition au libellé de l'article 24, le Gouvernement propose que « la justification des dépenses se fasse par la production de déclarations souscrites par les communes et approuvées par les députations permanentes des Conseils provinciaux ». Il s'agit d'éviter les difficultés qu'a présentées la justification à la Cour des Comptes, dans la forme habituelle, des dépenses afférentes à la période de guerre.

Il est entendu que le montant des dépenses est arrêté sous le contrôle du département de l'Intérieur.

Art. 26. — Bonification à la Banque Nationale en conformité de la convention du 19 juillet 1919 relative aux avances pour le retrait des monnaies allemandes (crédit non limitatif) fr. 10,000,000.

Cet article figurait auparavant au budget extraordinaire.

Rappelons que la convention dont il s'agit stipule une bonification forfaitaire pour les frais matériels qu'entraîne le renouvellement des billets émis en contre-partie de la dette de l'État pour l'échange des monnaies allemandes.

Le montant des billets de la Banque Nationale, en circulation à la date du 28 décembre dernier, s'élevait à 6 milliards 700 millions de francs contre 6 milliards 280 millions constatés à la date du 29 décembre 1921.

Cette augmentation de 411 millions s'explique d'abord par le développement des opérations d'escompte; en effet, le poste « portefeuille belge », qui figurait au bilan de la Banque pour 45 millions à la fin de l'année dernière, s'élève à 634 millions fin 1922.

Les avances sur fonds publics n'ont guère varié de volume. D'autre part, les comptes courants particuliers, qui constituaient l'an dernier une disponibilité de 301 millions, se réduisent actuellement à 283 millions: de ce chef, la circulation est majorée de 226 millions. Cette différence n'est pas compensée par le compte courant du Trésor public lequel accuse 215 millions contre 166 millions à fin 1921, soit seulement 49 millions en plus.

Le total des engagements de la Banque est de 7,199 millions; il avait la même importance approximativement au milieu de l'année 1921 lorsque le volume du portefeuille belge se chiffrait à peu près comme aujourd'hui.

Toutefois, la circulation des billets tend constamment à augmenter, tandis que le montant des comptes courants diminue progressivement. Ce sont surtout les dépenses et les emprunts sans cesse répétés de l'État qui ont contribué à ce résultat par le drainage ininterrompu des disponibilités.

De 2,481 millions, qu'ils atteignaient le 31 décembre 1919, les avoirs en compte à la Banque Nationale sont descendus à 498 millions, chiffre du 28 décembre 1922. Le champ des grandes opérations de crédit s'est donc beaucoup rétréci.

Il convient toutefois de redire que l'institut d'émission ne fait aucune avance ni aucun escompte à l'État. Bien mieux, des mesures sont à la veille d'être proposées pour diminuer la dette issue de l'échange des marks.

Art. 30 — Pensions diverses : 59,706,000 francs, en augmentation de 3,232,700 francs.

Cette modification résulte, d'une part, de ce qu'un plus grand nombre de pensions doivent être servies et, d'autre part, de l'augmentation du taux des pensions par suite du relèvement des barèmes de traitements. La Commission des Finances émet le vœu que le Gouvernement centralise, au plus tôt, le service des pensions.

En conclusion et sous le bénéfice des observations ci-dessus énoncées, la Commission des Finances vous propose, Messieurs, d'approuver le projet de budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,

M. HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



DETTE PUBLIQUE. — SITUA

DÉSIGNATION.	CAPITAUX			
	DETTE EXTÉRIEURE PAYABLE EN			
	Francs français.	Livres sterling.	Dollars E. U.	Dollars Canadiens.
A. Dette consolidée.				
a) Intérieure.				
Dette à 2 1/2 p. c.	»	»	»	»
Dette 3 p. c., 1 ^{re} série.	»	»	»	»
» 2 ^e série	»	»	»	»
» 3 ^e série	»	»	»	»
Rentes à 3 p. c. du chef de servitudes militaires	»	»	»	»
Dette à 5 p. c. de la Restauration Nationale	»	»	»	»
Dette à 5 p. c. à prime de 1920	»	»	»	»
Dette 6 p. c. de Consolidation de 1921.	»	»	»	»
Bons décennaux de 1922	»	»	»	»
b) Extérieure.				
Dette à 3 p. c., 4 ^e série.	»	8,668,700	»	»
Emprunt à 7 1/2 p. c. aux Etats-Unis.	»	»	46,000,000	»
» 8 p. c.	»	»	27,750,000	»
Obligations françaises de la Défense Nationale délivrées en échange de Bons du Trésor échus	56,254,200	»	»	»
	56,254,200	8.668,700	73.750,000	»
C. Dette indirecte.				
Capitalisation des annuités dues pour le rachat de chemins de fer.	»	»	»	»
Capitalisation des annuités dues au Crédit communal	»	»	»	»
Emprunt 4 p. c. à lots de la Fédération des Cooperatives pour dommages de guerre.	»	»	»	»
Emprunt 5 p. c. à lots de la Fédération des Cooperatives pour dommages de guerre.	»	»	»	»
	»	»	»	»

TION AU 31 OCTOBRE 1922.

ANNEXE I.

			CHARGES (Intérêts et amortissement).		
Florins P.-B.	Francs belges et monnaie étrangère calculées au pair.	Francs belges et monnaie étrangère calculées au cours du 31-10-22.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	OBSERVATIONS.
»	219,959,631	219,959,631	D.O. 1	5,498,990 78	
»	498,305,075	498,305,075	D.O. 5	17,935,010 76	
»	2,770,736,882	2,770,736,882	» 6	99,023,571 30	Dotation de 3.90 p. c. calculée sur les capitaux émis primitivement au 31 décembre 1921.
»	234,994,100	234,994,100	» 7	8,511,657 »	
»	1,689,249	1,689,249	» 23	50,676 89	
»	1,670,004,600	1,670,004,600	» 9	90,819,998 50	Dotation de 5.50 p. c. calculée sur les capitaux émis primitivement au 31 décembre 1921.
»	2,419,179,500	3,419,179,500	» 16	9,000,000 »	Evaluation de la charge de 5.50 p. c. sur un capital nominal de fr. 168.426.200 émis en 1922 ou à émettre en 1923.
»	1,955,134,900	1,955,134,900	» 10	136,563,625 »	
»	769,743,000	769,743,000	» 11	91,790,323 14	Dotation de 6.35 p. c. calculée sur les capitaux émis au 31 décembre 1921.
»	40,539,746,937	10,539,746,937	» 16	31,000,000 »	Evaluation de la charge de 6.35 p. c. d'un capital nominal de fr. 493.000.000 émis en 1922 ou à émettre en 1923.
»	218,624,614	595,973,125	» 16	38,487,150 »	Les Bons du Trésor 5 p. c. à 10 ans émis en septembre 1922, ont, à raison de leur durée, été rattachés à la dette consolidée.
»	238,280,000	616,400,000		528,683,003 37	
»	143,745,000	371,850,000	D.O. 8	31,100,000 »	
»	56,254,200	60,557,646	» 12	70,937,500 »	
»	636,903,814	1,644,780,771	» 13	47,900,000 »	
»	299,609,125	299,609,125	» 14	2,900,000 »	
»	615,262,750	615,262,750		152,837,500 »	
»	999,900,000	999,900,000	D.O. 18	27,075,541 69	
»	1,000,000,000	1,000,000,000	D.O. 24	14,910,000 »	
»	2,914,771,875	2,914,771,875	D.R. 5	17,517,572 56	
»			D.R. 1	47,097,000 »	
»			D.R. 2	57,210,900 »	
»				163,811,814 25	

DETTE PUBLIQUE. — SITUA

DESIGNATION.	CAPITAUX			
	DETTE EXTÉRIEURE PAYABLE EN			
	Francs français.	Livres sterling.	Dollars E. U.	Dollars Canadiens.
C. Dette flottante.				
<i>a) Intérieure.</i>				
Bons du Trésor ordinaires et escomptés	»	»	»	»
Bons du Trésor 5 p. c. à 5 ans délivrés en échange des Bons Monétaires	»	»	»	»
Bon du Trésor à 1 1/2 p. c. remplaçant la Dette Interprovinciale à 3 p. c.	»	»	»	»
Dette interprovinciale à 5 p. c.	»	»	»	»
Avoir des particuliers en comptes chèques postaux	»	»	»	»
	»	»	»	»
<i>b) Extérieure.</i>				
Crédits anglais de Reconstruction Nationale	»	9,000,000	»	»
Paie ment des locomotives Armstrong.	»	1,380,000	»	»
Achat de vannes pour le Haut-Escalot.	»	46,905	»	»
Canada : Achat de chevaux et mulets.	»	930,480	»	»
Achats de stocks américains	»	»	27,588,581. ¹¹	»
Bons du Trésor 6 p. c. émis aux États-Unis	»	»	18,600,000.	»
Achat de locomotives américaines.	»	»	8,559,445. ⁰⁹	»
Achat de viande congelée (1)	»	»	2,284,151. ⁴⁰	»
Canada. Crédits d'exportation (1).	»	»	»	2,028,095. ⁶²
	»	11,357,385	57,032,177. ⁶³	2,028,095. ⁶²
D. Titres 5 p. c. délivrés du chef de la réparation de dommages de guerre	»	»	»	»
E. Avances des Alliés depuis l'armistice (1).				
France	277,577,028. ⁷⁵	»	»	»
Angleterre	»	5,017,295. ^{14/7}	»	»
Etats-Unis	»	»	175,471,013. ¹⁷	»
	277,577,028. ⁷⁵	5,017,295. ^{14/7}	175,471,013. ¹⁷	»

TION AU 31 OCTOBRE 1922.

			CHARGES (Intérêts et Amortissement).		
Florins P.-B.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au cours du 31-10-22.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	Observations.
»	4,163,411,000	4,163,411,000	D. O. 16	491,512,850	Aucune charge.
»	1,879,403,300	1,879,403,300	» 13	93,970,265	
»	480,000,000	480,000,000	D. R. 3	7,200,000	
»	1,867,800,000	1,867,800,000	» 3	93,430,000	
»	462,665,455	462,665,455	—	»	
»	8,852,984,755	8,852,984,755		386,443,445	
»	226,980,000	618,750,000	D. O. 16	70,000,000	(1) Les intérêts à courir depuis l'émission jusqu'à l'échéance sont payables à cette dernière date. Aucune charge n'est donc imputable sur le Budget de 1923.
»	34,803,600	94,875,000			
»	1,182,944	3,224,719			
»	23,466,706	63,970,500			
»	142,908,850	369,689,987			
»	96,348,000	249,240,000			
»	44,337,926	114,696,564			
»	11,831,904	30,607,629		—	
»	10,505,535	27,252,534		—	
»	592,365,465	1,572,303,933		70,000,000	
»	2,627,399,600	2,627,399,600	D. R. 4	(2) 250,000,000	(2) Y compris les intérêts arriérés.
»	277,577,029	292,811,671		(3)	(3) Aucune charge n'est prévue au budget pour les avances des Alliés.
»	126,536,498	344,939,081		»	
»	908,939,848	2,351,311,576		»	
»	1,313,053,075	2,995,062,328		»	

DETTE PUBLIQUE. — SITUA

DÉSIGNATION.	CAPITAUX			
	DETTE INTÉRIEURE PAYABLE EN			
	Francs français.	Livres sterling.	Dollars E. U.	Dollars canadiens.
F. Frais d'internement des troupes belges en Hollande (1).	»	»	»	»
G. Avances de la Banque Nationale	»	»	»	»
TOTAL DE LA DETTE	333,831,228. ⁷⁵	25,043,380. ¹⁴ / ₇	306,253,190. ⁸⁰	2,028,095. ⁶²

Cours auxquels les contrevaleurs des dettes étrangères ont été calculées :

	Pair monétaire.	Cours du 31 octobre 1922.
Franc français	100.—	107.63
Livre sterling.	25.22	68.75
Dollar Etats-Unis	5.18	13.40
Dollar canadien	5.18	13.43 ¾
Florin Pays-Bas	211.—	599.50

TION AU 31 OCTOBRE 1922.

			CHARGES (Intérêts et amortissement).		
Florin P.-B.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au cours du 31-10-22.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	OBSERVATIONS.
60,153,238. ²²	126,923,333	360,618.663		(1)	(1) Les intérêts à courir depuis l'émission jusqu'à l'échéance sont payables à cette date. Aucune charge n'est donc prévue au Budget de 1923.
»	5,500,000,000	5,500,000,000	D. O. 26	10,000,000	
60,153,238. ²²	33,124,105,854	57,007.665,862			

D. O. = Budget de la Dette publique, dépenses ordinaires.

D. R. = » » » » dépenses recouvrables.

TABLEAU indiquant le taux d'intérêt, le prix d'émission, le produit et les frais
(Chiffres arrêtés au

EMISSIONS.	Taux d'intérêt.	Taux d'émission des titres			Taux de la commission.	Capital nominal émis.	Produit net.
		mis en souscription publique.	cédés aux banques chargées de l'émission.	céder par négociations directes.			
Bons du Trésor de Restauration monétaire Arrêté-loi du 9 novembre 1918)							
Souscription publique	5 p. c.	100	—	—	1 p. c.	3.040.342,700	3,040,342,700
Totaux.						3,040,342,700	3,040,342,700
Emprunt de la Restauration Nationale (Loi du 16 mars 1919. (Arrêté royal du 20 mars 1919) :							
Souscription publique du 15 au 30 avril 1919.	5 p. c.	94.50	—	—	½ p. c.	1,450,765,800	1,372,628,154
Souscription publique du 1 ^{er} mai au 2 juin 1919	»	95	—	—	½ p. c.		
Païement d'arriérés de traitem ^t	»	95	—	—	—	68,943,100	65,495,945
Cessions	»	—	—	86 à 104 ¼	—	179,713,900	168,989,474
Totaux.						1,699,422,800	1,607,113,573
Emprunt 5 p. c. à prime de 1920 (Loi et Arrêté royal du 27 janvier 1920).							
Souscription publique	5 p. c.	99.80	—	—	1 p. c. (1)	2,000,000,000	1,996,000,000
Prise ferme par le consortium des banques belges	»	—	100	—	1 p. c. (1)	345,000,000	345,000,000
Négociations.	»	—	—	93.10 à 99	(1) + 1 fr de visa par titre de 500 fr.	88,654,000	83,563,193
Totaux.						2,433,654,000	2,424,563,193
Emprunt 6 p. c. de Consolidation (Loi du 30 juillet 1921. Arrêté royal du 10 septembre 1921).							
Souscription publique	6 p. c.	99	—	—	½ p. c.	1,358,516,900	1,344,931,713
Négociations.	»	—	—	98 à 101 ¼	»	598,683,300	591,743,723
Totaux.						1,958,200,000	1,936,675,436
Bons du Trésor 5 p. c. à 5 ans (Loi et Arrêté royal du 30 juillet 1921).							
Emission.	5 p. c.	95	—	—	½ p. c.	2,214,843,400	2,104,101,230
Totaux.						2,214,843,400	2,104,101,230

*L'émission des emprunts consolidés et des Bons du Trésor émis depuis l'armistice.
31 octobre 1922.)*

Montant des frais d'émission.					Observations.
Détail des frais.	Commissions.	Publicité. — Presse et cinéma.	Confections des titres.	Registres et imprimés pour la souscription.	
Titres { Papier définitifs { Clichés et impressions	28,768,000	—	—	182,500	
	—	—	40,000	—	
	—	—	519,000	—	
	28,768,000	—	559,000	182,500	
Titres { Papier définitifs { Clichés et impressions	6,867,500	—	—	304,900	
	—	532,900	—	—	
	—	—	462,000	—	
	—	—	884,300	—	
	6,867,500	532,900	1,346,300	304,900	
Titres { Papier provisoires { Impressions Titres { Papier définitifs { Impressions Autres frais	27,886,000	967,300	—	85,000	
	—	—	130,000	—	
	—	—	272,200	—	
	—	—	618,500	—	
	—	—	1,174,700	—	
	—	—	65,400	—	
	27,886,000	967,300	2,260,800	85,000	
Titres { Papier provisoires { Impressions Titres { Papier définitifs { Impressions Autres frais	6,469,900	575,600	—	87,600	
	—	—	57,500	—	
	—	—	119,700	—	
	—	—	184,800	—	
	—	—	367,300	—	
	—	—	3,000	—	
	6,469,900	575,600	732,300	87,600	
Titres { Papier définitifs { Impressions, clichés, etc.	5,067,400	—	—	4,300	
	—	—	50,300	—	
	—	—	124,600	—	
	5,067,400	—	174,900	4,300	

EMISSIONS.	Taux d'intérêt.	Taux d'émission des titres				Taux de la commission.	Capital nominal émis.	Produit net.
		mis en souscription publique.	cédés aux banques chargées de l'émission.	cédés par négociations directes.				
<i>Bons du Trésor escomptés à 6 mois (Arrêté royal du 21 août 1920)</i>								
Capital émis au 31 octobre 1922	{	5 p. c.	100	—	—	½ p. m.	17,067,331,000	
		4½ p. c.	100	—	—	½ p. m.		
		4 p. c.	100	—	—	½ p. m.		
Capital en circulation — —	{	4½ p. c.	100	—	—	—	4,132,111,000	633,662,000
		4 p. c.	100	—	—	—		3,498,449,000
Totaux. . .							4,132,111,000	4,132,111,000

<i>Emprunt 4 p. c. à lots de 1921 (Loi du 2 janvier 1921. Arrêté royal du 3 janvier 1921.)</i>								
Souscription publique . . .	4 p. c.	80	—	—	4 p. c.	1,000,000,000	800,000,000	
	—	—	—	—	+ 0.10 fr. par titre.	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux. . .						1,000,000,000	800,000,000	

<i>Emprunts 5 p. c. à lots de 1922. (Loi et Arrêté royal du 8 avril 1922.)</i>								
Souscription publique . . .	5 p. c.	99	—	—	4 p. c.	1,000,000,000	900,000,000	
	—	—	—	—	+ fr. 0,50 par titre.	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux. . .						1,000,000,000	990,000,000	

<i>Bons du Trésor 5 p. c. à 10 ans. (Arrêté ministériel du 20 septembre 1922.)</i>								
Souscription publique . . .	5 p. c.	99	—	—	1/2 p. c.	769,743,000	762,045,570	
	—	—	—	—	1/2 + 1/4	—	—	—
	—	—	—	—	1/2 + 1/8	—	—	—
Consortium des banques belges (Capital pris ferme Id. reductible)	—	—	—	—	—	769,743,000	762,045,570	

<i>Emprunt 7 1/2 p. c. de 50,000,000 de dollars. (Arrêté royal du 28 mai 1920.)</i>								
Souscription publique . . .	7 1/2 p. c.	97 1/4	91 1/4	91 1/4	—	dollars. 50,000,000	dollars. 45,625,000	
	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	50,000,000	45,625,000	

<i>Emprunt 8 p. c. de 30,000,000 de dollars. (Arrêté royal du 21 janvier 1921.)</i>								
Souscription publique . . .	8 p. c.	100	94	—	—	Dollars. 30,000,000	Dollars. 28,200,000	
	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	30,000,000	28,000,000	

<i>Bons du Trésor à 6 mois au capital de 10,000,000 de dollars (1^{er} avril 1919).</i>								
Capital émis.	6 1/2 p. c.	100	—	—	—	Dollars. 10,000,000	Dollars. 10,000,000	

Montant des frais d'émission.					Observations.
Détail des frais.	Commissions.	Publicité. — Presse et cinéma.	Confections des titres.	Registres et imprimés pour la souscription.	
En 1920.	673,000	—	—	—	
— 1921.	3,400,100	—	—	—	
— 1922.	3,086,100	—	—	—	
Titres } Papier	—	98,200	—	83,100	
definitifs } Impression	—	—	103,100	—	
	7,159,200	98,200	280,600	83,100	
Titres } Papier	10,400,000	994,300	136,500	106,900	Ces frais ont été réglés par prélèvement sur le produit de l'emprunt lequel est donc réduit à 786,812,946.48 frs.
provisoires } Impression	—	—	117,800	—	
Titres } Papier	—	—	182,900	—	
definitifs } Impression	—	—	461,000	—	
	10,400,000	994,300	827,700	—	
	10,400,000	994,300	1,775,900	106,900	
Titres } Papier	12,000,000	720,000	200,000	80,000	(1) Evaluation, la confection n'étant pas terminée. Les frais doivent être réglés par prélèvement sur le produit de l'emprunt, lequel sera donc d'environ 975 millions.
provisoires } Impression	—	—	121,900	—	
Titres } Papier (1)	—	—	178,100	—	
definitifs } Impression	—	—	575,000	—	
	12,000,000	720,000	1,075,000	—	
	12,000,000	720,000	2,450,000	80,000	
Titres definitifs	5,363,500	40,000	—	7,200	
Titres definitifs	—	—	19,900	—	
Titres definitifs	—	—	50,500	—	
	5,363,500	40,000	70,400	7,200	
	5,363,500	40,000	70,400	7,200	
Titres provisoires	—	—	doll. —	doll. 7,000	Frais du service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt en chiffres ronds : 19,000 doll. par an.
— definitifs	—	—	5,000	—	
	—	—	34,500	—	
	—	—	39,500	7,000	
	—	—	39,500	7,000	
Titres provisoires	—	—	doll. 3,050	—	Frais du service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt en chiffres ronds : 7,000 doll. par an.
— definitifs	—	—	20,500	—	
	—	—	23,550	—	
	—	—	23,550	—	
	—	—	23,550	—	
	—	—	—	—	

EMISSIONS.	Taux d'intérêt.	Taux d'émission des titres				Taux de la commission.	Capital nominal émis.	Produit net.
		mis en souscription publique.	cédés aux banques chargées de l'émission.	cédés par négociations directes.				
<i>Bons du Trésor « Stocks américains ».</i>								
Capital émis.	5 p. c.	100	—	—	—	Dollars. 27,588,581. ¹⁴	Dollars. 27,588,581. ¹⁴	
<i>Bons du Trésor délivrés en paiement de viande congelée et fret frigorifique.</i>								
Capital émis.	5 p. c.	100	—	—	—	Dollars. 2,614,187. ⁹³	Dollars. 2,614,187. ⁹³	
<i>Bons du Trésor « Locomotives américaines ».</i>								
Capital émis.	6 p. c.	100	—	—	—	Dollars. 8,559,445. ⁰⁹	Dollars. 8,559,445. ⁰⁹	
<i>Bons du Trésor « Grain Corporation ».</i>								
Capital émis	7 p. c.	—	—	98 ½	1 ½ p. c.	Dollars. 12,000,000	Dollars. 11,820,000	
<i>Bons du Trésor 6 p. c. à 1 an et à 6 ans d'échéance.</i>								
Capital émis { à 1 an.	6 p. c.	99	—	—	3 p. c.	doll. 6,400,000	doll. 6,336,000	
	à 6 ans	95,75	—	—		18,600,000	17,809,500	
						25,000,000	24,145,500	
<i>Bons du Trésor à 3 mois renouvelables « Crédits anglais de Reconstruction Nationale ».</i>								
Capital émis.	5 p. c.	—	—	100	—	liv. st. 9,000,000	liv. st. 9,000,000	
<i>Bons promesses « Armstrong ».</i>								
Capital émis.	7 ½ p. c.	—	—	98 ½	9 6/10 p. c.	liv. st. 1,380,000	liv. st. 1,359,300	
<i>Bons « Achat de chevaux canadiens ».</i>								
Capital émis.	5 p. c.	—	—	100	—	liv. st. 930,480	liv. st. 930,480	
<i>Bons en paiement de vannes livrées par « Ransonnnet et Rapier ».</i>								
Capital émis.	(1)	—	—	100	—	liv. st. 46,905	liv. st. 46,905	

Montant des frais d'émission.					Observations.
Détail des frais.	Commissions.	Publicité. — Presse et cinéma.	Confections des titres.	Registres et imprimés pour la souscription.	
	—	—	—	—	
	—	—	fr. 150	—	
	—	—	fr. 500	—	
	doll. 180,000	—	—	—	
Titres provisoires — définitifs	doll. 750,000	—	doll. —	doll. 7,500	(1) Frais divers.
	—	—	1,650	—	
	—	—	11,530	—	
	750,000	—	12,980	7,500	
	—	—	—	—	Frais du timbre propor- tionnel anglais : 18,000 liv. st. par an.
	liv. st. 7,762. 10/-	—	liv. st. 63 19/7	—	Frais du timbre anglais : 3,450 liv. st.
	—	—	—	—	
	—	—	—	—	(1) Le taux de l'intérêt est de 6 p. c. sur les premières 30,000 l. st. et de 7 p. c. sur le surplus.

ANNEXE III.

**Relevé des engagements contractés par le Trésor sous
forme de garanties d'intérêt.**

LLOYD ROYAL BELGE.

Par l'article 2 de l'arrêté-loi du 19 juillet 1916 (*Moniteur* du 1^{er}-20 juillet 1916) portant approbation des statuts de la Société Anonyme « Lloyd Royal Belge », l'État a été autorisé à garantir envers les tiers l'intérêt et l'amortissement des obligations au capital nominal de 100 000.000 francs à émettre par cette société en conformité desdits statuts.

Ces obligations ont fait l'objet de deux émissions successives, savoir :

1^{re} une première, de 25.000.000 francs en obligations à 4 p. c., autorisée par Arrêté royal du 30 décembre 1917 (*Moniteur* du 24 février-2 mars 1918);

2^o la deuxième, de 75.000.000 francs en obligations 6 p. c. autorisée par Arrêté royal du 26 avril 1921 (*Moniteur* du lendemain).

En exécution de l'article premier de ces deux arrêtés royaux, ces obligations ont été revêtues du visa du Trésor; ce visa emporte la garantie de l'État dans les conditions et sous les réserves exprimées à l'article 44 des statuts de la société, lequel est ainsi conçu :

« L'État belge garantira de la manière suivante le paiement des intérêts et le
» remboursement du capital des deux premières tranches d'obligations, ensemble
» cent millions au maximum, à émettre en vertu de l'article 40, littéras A et B;
» ces conditions et modalités seront mentionnées sur les titres d'obligations :

» a) Quant aux intérêts de ces obligations :

» L'État interviendra pour prendre à sa charge le paiement des coupons des
» obligations chaque fois que le résultat financier de l'exercice courant ne per-
» mettrait pas de faire le service de ces coupons au moyen des bénéfices de l'exer-
» cice ou au moyen du fonds de réserve spéciale créée pour cette affectation.

» Toutefois l'État pourra récupérer, mais sans intérêts de retard sur les béné-
» fices de chaque année, pendant les dix exercices ultérieurs, toutes les sommes
» qu'il aurait ainsi décaissées ou dont il serait crédité lui-même comme détenteur
» d'obligations, dès que les bénéfices de ces exercices permettront cette ristourne
» en tout ou en partie.

» Par bénéfices il faut entendre, dans les deux paragraphes qui précèdent,
» l'excédent de recettes d'un exercice annuel, après apurement de toutes les
» charges sociales et après un amortissement normal de toutes les existences de
» la société, notamment des navires, le dit amortissement à convenir avec les
» commissaires de l'État.

» b) Quant au capital de ces obligations :

» L'État en garantit le remboursement aux époques fixées par les tableaux d'amortissement, mais cette garantie n'est donnée qu'en faveur des porteurs des obligations et ne deviendra effective qu'en cas d'insolvabilité de la société et épuisement des voies d'exécution sur ses biens.

» En ce cas, l'État devra, soit rembourser immédiatement les obligations, soit, s'il le préfère, continuer à effectuer périodiquement les paiements d'intérêt et les remboursements aux époques fixées lors de l'émission de ces obligations.

» La société, étant ainsi obligée de faire face annuellement aux amortissements, même en l'absence de bénéfices, devra établir dans sa comptabilité un tableau distinct pour ses amortissements.

» Le fonds de réserve spécial mentionné à l'article 45 servira de garantie d'abord au paiement des intérêts et ensuite au paiement du capital des obligations».

Conformément aux tableaux d'amortissement, les annuités d'intérêt et d'amortissement de ces deux émissions s'élèvent au total, pour l'année 1923, à 6 millions 041,860 francs.

Aucune charge n'a été portée au Budget de 1922 pour l'intervention de l'État dans le service des obligations du Lloyd Royal Belge; mais il paraît certain aujourd'hui qu'un crédit supplémentaire à 1922 devra être sollicité de la Législature pour assurer le paiement des coupons à l'échéance du 1^{er} juillet 1922 et à celle du 1^{er} janvier 1923, — service que la société se trouve incapable de supporter.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER VICINAUX.

Aux termes de l'article 10 de la loi du 24 juin 1885 (*Moniteur* du lendemain, n° 176), « le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui l'intérêt et l'amortissement des obligations émises par la Société Nationale en représentation des annuités dues par les communes, les provinces et l'État. »

Un arrêté royal du 6 juillet 1885 (*Moniteur* du 8 juillet, n° 189) détermine comme suit, (articles 1 et 2) les conditions auxquelles la garantie de l'État est subordonnée :

ART. 1^{er}. — « Les obligations que la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux émettra en représentation des annuités souscrites par les communes, les provinces et l'État seront soumises au visa de la Trésorerie.

» Ce visa emporte la garantie de l'État.

ART. 2. — » Le modèle des titres, ainsi que le tableau d'amortissement des diverses émissions devront être approuvés par le Ministre des Finances.

« L'amortissement sera calculé de telle sorte que les sommes à recevoir annuellement du chef d'annuités couvrent les intérêts et les capitaux qui deviendront successivement exigibles. »

Les émissions d'obligations effectuées par la Société Nationale en vertu des autorisations contenues dans divers arrêtés royaux, s'élèvent actuellement au capital nominal de 375 millions de francs, savoir :

Emprunt 2 1/2 p. e. à prime.	fr.	30,000,000
— 3 p. e. janvier-juillet	.	193,000,000
— 5 p. e. mai-novembre	.	150,000,000
	Fr	<u>373,000,000</u>

Les annuités nécessaires pour le service des intérêts et de l'amortissement de ces emprunts pendant l'année 1923 s'élèvent au total à 11,960,000 francs en chiffres ronds.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE.

Les conditions dans lesquelles l'État garantit envers les tiers l'intérêt des obligations émises par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie en vertu de l'article 10 de ses statuts, ont été fixées par un arrêté royal du 1^{er} juillet 1920 (Moniteur du 9, n° 191) lequel en son préambule et ses deux premiers articles, s'exprime comme il suit :

Vu l'article 10 des statuts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, ainsi conçu :

« La Société pourra émettre, avec ou sans primes, des obligations dont le remboursement aura lieu dans une période maximum de trente années.

« Le montant des obligations en circulation n'excédera pas le décuple du capital social et des réserves.

» Toutefois, la Société pourra dépasser cette limite ou créer des obligations remboursables en plus de trente années, moyennant l'accord du Gouvernement.

» Le Conseil d'administration déterminera, d'accord avec le Gouvernement, le type des obligations, leur taux d'intérêt et toutes autres conditions d'émission ou de remboursement. »

Vu l'article 2 de la loi du 16 mars 1919, approuvant les dits statuts, portant :

« L'État garantit envers les tiers le paiement des intérêts des obligations d'une durée de plus de cinq ans. à émettre par la Société.

» Dans le cas où le produit des opérations ne suffirait pas à assurer le paiement intégral des dits intérêts, l'État fournira à la Société les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

» Les décaissements que l'État serait obligé d'effectuer en vertu de sa garantie lui seront remboursés en principal, majorés des intérêts, au même taux que celui des obligations garanties, par voie de prélèvement sur le produit net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs ».

Art. 1^{er}. — « L'émission des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre des Finances, qui approuvera le modèle des obligations, ainsi que le tableau d'amortissement, s'il y a lieu.

Art. 2 — » Les obligations d'une durée de plus de cinq ans que la Société émettra en vertu de cette autorisation, seront soumises au visa de la Trésorerie.

» Ce visa emporte la garantie de l'État, en ce qui concerne le paiement des intérêts, dans les conditions déterminées par l'art. 2 de la loi du 16 mars 1919 ».

Le capital nominal des obligations que la Société Nationale de Crédit à l'In-

industrie a été autorisée à émettre s'élève actuellement à 850,000,000 de francs environ.

Sur ce montant, des obligations s'élevant ensemble à 744,950,000 francs ont été revêtues du visa du Trésor, savoir :

Obligations à 4 1/2 p. e.	fr.	50,000,000
Obligations à 5 p. e.		694,950,000

La charge d'intérêt de ces obligations représente annuellement une somme de 36,997,500 francs,

PALAIS DES BEAUX-ARTS DE BRUXELLES.

En vertu de l'article 12 des statuts de l'Association sans but lucratif « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », approuvé par l'article premier de la loi du 3 août 1922, l'Etat garantira envers les tiers, aux conditions à déterminer par le Gouvernement, l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt d'un montant effectif de quinze millions de francs à émettre par l'Association, d'accord avec le Ministre des Finances, pour couvrir les frais de construction et d'aménagement complet du Palais des Beaux-Arts. En outre, l'Etat allouera à la Société, pendant la durée de l'emprunt, un subside annuel destiné à combler l'insuffisance éventuelle des ressources qui pourront être affectuées par elle au paiement de l'annuité.

Cet engagement se réalisera, pour la première fois, en 1923, par l'inscription au budget de la Dette publique (dépenses ordinaires) d'un crédit de 220,000 francs en vue de la liquidation du subside afférent à l'année 1923.

PART D'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LES DÉPENSES ANORMALES, CONSÉCUTIVES A LA GUERRE, ASSUMÉES PAR LES COMMUNES PENDANT LES ANNÉES 1919 ET 1920.

Le Gouvernement a décidé de prendre à charge de l'Etat les dépenses d'alimentation et de secours supportées par les communes pendant les années 1919 et 1920.

Ces dépenses, évaluées à 284 millions de francs, seront remboursées aux communes au moyen d'une annuité payable pendant 66 ans à partir de l'exercice 1922.

Calculée aux taux de 5.25 p. e., comme celle qui est affectée au remboursement partiel des dépenses anormales de guerre des communes, l'annuité à inscrire chaque année au budget de la Dette publique (dépenses ordinaires) s'élève à 46,940,000 francs.

Un crédit de pareil import est prévu au budget de l'exercice 1923; un crédit supplémentaire, à rattacher au budget de l'exercice 1922, sera sollicité en temps opportun.

ASSOCIATION PROVINCIALE ET INTERCOMMUNALE DES EAUX DE LA PROVINCE D'ANVERS.

Le Gouvernement a promis l'intervention de l'État, à concurrence d'un tiers, dans le coût — évalué de 100 à 125 millions de francs — des travaux à résulter de l'installation définitive d'une distribution d'eau projetée par l'Association provinciale et intercommunale des eaux de la province d'Anvers.

La réalisation de cet engagement est toutefois subordonnée à une amélioration de la situation financière du pays, et il a été entendu que l'Association anversoise ne prendrait aucune disposition, quant à l'exécution des travaux, sans avoir, au préalable, pressenti le Département des Finances.

Il convient de rappeler que l'État intervient déjà, à concurrence d'un million de francs, dans le coût de l'installation d'essai à Moll, évalué à trois millions de francs.

Le subside de l'État est à imputer par moitié sur les exercices 1921 et 1922 ; un premier crédit de 50,000 francs a été inscrit au budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1922.

RÉTRAIT ET ÉCHANGE DES MARKS DANS LES CANTONS D'EUPEN ET DE MALMÉDY.

Le projet de la loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen et de Malmédy (*loc. parl. n° 131, session 1921-1922*), a notamment pour objets :

1° L'approbation de l'échange de 9 millions de francs contre 9 millions de marks consenti par le Trésor, antérieurement à l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, en vue de faciliter le ravitaillement en vivres de la population des territoires d'Eupen et de Malmédy.

L'avance de Trésorerie que cette opération a nécessitée sera régularisée à charge d'un crédit à solliciter de la Législature lorsque sera connue la perte qui incombera au Trésor après réalisation de l'avoir en marks provenant dudit échange.

2° L'approbation de l'avance de 64 millions de francs faite par le Trésor du Haut Commissaire Royal agissant pour le compte des communes desdits territoires, pour être affectée à l'échange, à raison de 1 franc contre un mark, d'une partie de la monnaie allemande retirée de la circulation ; la fixation du délai de remboursement de cette avance est laissée à l'appréciation du Gouvernement.

En vertu de l'article 2 du projet de loi, le Gouvernement est autorisé à contracter à la Banque Nationale de Belgique, aux conditions générales inscrites dans la convention du 19 juillet 1919, approuvée par l'article 13 de la loi budgétaire du 24 octobre suivant, une avance de 64 millions de francs, correspondant à la somme en monnaie nationale prélevée sur l'encaisse du Trésor pour être mise en circulation dans lesdits territoires par substitution à la monnaie allemande.

Le remboursement de cette avance coïncidera avec l'extinction de celle qui a été consentie par le Trésor au Haut Commissaire Royal.

5° La ratification de l'émission, au nom de l'État et à sa charge, à concurrence d'un capital nominal de 45 millions de francs, de « bons de caisse décennaux » de 1,000 francs chacun, portant intérêt à 5 p. c. à compter du 1^{er} janvier 1921, et délivrés en paiement du solde de marks retirés de la circulation dans les cantons rédimés.

Les intérêts échus le 31 décembre 1921 — soit 2,250,000 francs — ont été payés au moyen d'une avance de Trésorerie, laquelle a été régularisée à charge d'un crédit supplémentaire, d'un pareil import, alloué au budget de la Dette publique pour l'exercice 1921, par la loi du 30 juillet 1922.

Le projet de loi n'ayant pas encore été soumis au vote des Chambres, il n'a pas été sollicité de crédit pour l'exercice 1922, en vue de l'imputation du montant des intérêts à échoir le 31 décembre 1922, lesquels devront fort probablement être encore liquidés par voie d'avance de Trésorerie à régulariser à charge d'un crédit supplémentaire à solliciter ultérieurement au budget de l'exercice 1922.

4° La ratification de la garantie de bonne fin de l'État couvrant des ouvertures de crédit consenties par des banques locales, aux conditions et dans les limites fixées par décret du Haut Commissaire Royal, à des commerçants et à des industriels des deux cantons désannexés, contre nantissement de marks.

Le Gouvernement fixera la date à laquelle cette garantie cessera de produire ses effets.

Ces ouvertures de crédit ont porté sur un capital de 18 millions de francs; grâce aux dispositions qui ont été prises en vue du recouvrement des créances du Trésor, la perte à subir par celui-ci du chef desdites opérations se réduira à une somme minime.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS ET LOGEMENTS A BON MARCHÉ.

I. *Avances à 2 p. c.*

L'État consent à la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché des avances en vue de lui permettre de faire elle-même des prêts aux sociétés locales ou régionales agréées par elle. Les crédits nécessaires à cette fin sont inscrits annuellement au budget extraordinaire.

A la fin de l'année courante, une somme de 175 millions de francs aura été dépensée pour cet objet.

Or, le taux d'intérêt des avances susvisées étant fixé jusqu'à présent à 2 p. c. l'an, il en résulte pour le Trésor une charge, n'apparaissant pas spécialement au Budget de la Dette publique, égale à la différence entre le loyer de l'argent et ledit taux de 2 p. c.

Il convient en outre de tenir compte de ce que le Gouvernement peut, en vertu de l'article 5 de la loi du 9 août dernier contenant le Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1922, exonérer la Société Nationale du paiement, à concurrence du quart de leur montant, des 66 annuités de 2.75 p. c. couvrant les premiers 175 millions de francs avancés par cette institution aux sociétés de constructions agréées, à charge pour elle d'accorder à celles-ci une exonération équivalente.

II. — *Participation de l'État dans la constitution du capital de la Société Nationale ainsi que dans la formation du capital des sociétés locales ou régionales d'habitations à bon marché.*

L'État est intervenu dans la constitution du capital de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché à raison de 500,000 francs, dont 1/10 a été libéré lors de la passation de l'acte constitutif.

D'autre part, l'État a accordé sa participation dans la formation du capital des sociétés de construction agréées par la Société Nationale, à concurrence de 27,084 90 francs, participation libérée de 20 p. c. au moyen d'un crédit alloué au Budget extraordinaire.

Toutefois, conformément aux statuts de la Société Nationale et à ceux des sociétés agréées, le Conseil d'administration peut faire des appels de fonds qui, pour ces derniers organismes, ne peuvent dépasser, par année, 10 p. c. du capital souscrit, les pouvoirs publics ayant, en vertu de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919, la faculté de se libérer, au-delà du 1/10 du montant de leurs actions ou parts sociales, en 60 annuités égales, calculées à un taux qui ne peut être inférieur à 3 p. c.

*
* * *

De plus, aux termes de l'article 8 de la loi du 11 octobre 1919, « le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers aux conditions qu'il détermine, l'intérêt et l'amortissement des obligations à émettre par la Société Nationale, en représentation des annuités visées à l'article 7 (dues par l'État, les provinces, les communes et les établissements de bienfaisance), capitalisées par elles ».

Cette clause n'a pas été appliquée jusqu'à présent, la Société Nationale des Habitations à bon marché n'ayant pas encore émis d'obligations.

La loi du 7 août 1921 (*Moniteur belge* du 20 août 1921) a autorisé le Gouvernement à garantir jusqu'à concurrence d'une somme globale de 250 millions de francs, sous certaines conditions, la bonne fin des ventes des marchandises belges à l'étranger.

L'arrêté royal du 18 octobre 1921, publié au *Moniteur* du 27 octobre, a précisé les conditions auxquelles est subordonné l'octroi du ducroire.

Deux arrêtés subséquents ont eu pour objet d'étendre cette garantie :

a) Aux ventes de produits belges en des pays à change apprécié (Arrêté royal du 25 août 1922, dont extrait publié au *Moniteur* du 31 août);

b) aux transactions libellées en monnaies étrangères, sous réserve que la somme garantie et l'engagement corrélatif du Trésor fussent exprimés en francs belges. (Arrêté royal du 5 novembre 1922, *Moniteur* du 7 décembre).

Les engagements pris par le Gouvernement, sur la proposition de la Commission du ducroire, (Arrêté royal du 16 octobre 1921, *Moniteur* du 26 octobre) n'ont guère été importants jusqu'ici; ils ont fait l'objet des arrêtés royaux mentionnés au tableau ci-après et publiés au *Moniteur Belge*, savoir :

Dates des arrêtés royaux et de leur publication au <i>Moniteur</i> .	Designation des exportateurs — Nature et destination des produits exportés.	Montant des marchés.	Taux de la garantie de bonne fin du Gouvernement.	Montant de la garantie du Gouvernement.
		Frs. belges		Frs. belges
Arrêté royal du 29 mai 1922 (12-13 juin).	Société coopérative « La Textile », à Gand (fils de coton). Roumanie . . .	4,000,000	55 p. c.	2,200,000
Arrêté royal du 25 novembre 1922 (7 décembre).	Société anonyme des Ateliers de Construction de Famil- leux (matériel de che- min de fer). Chemins de fer de l'Etat argentin à Buenos-Ayres	14,793.650	55 p. c.	8,136,507.50
Arrêté royal du 10 juillet 1922 (20 juillet).	M Michel-Simonis, construc- teur à Liège matériel de menuiserie, Portugal . .	165,000	55 p. c. des 2/3 payables à terme.	60,500
Arrêté royal non encore publié.	Idem	250,000	Idem.	91,666

La Commission du ducroire a examiné récemment deux nouvelles demandes

L'une ayant pour objet la fourniture de 2,700 compteurs à eau, d'une valeur de 250 à 300,000 francs mises en adjudication par le Gouvernement de l'Uruguay;

La seconde émanant des Ateliers de Familleux, pour la livraison de matériel roulant, d'une valeur d'environ 6 millions et demi de francs, destiné à la Compagnie des chemins de fer de l'Est Brésilien.

Un avis favorable a été émis sur ces deux demandes, pour promesse d'aval à accorder par le Gouvernement.



(26)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JANUARI 1923.

BEGROOTING VAN DE OPENBARE SCHULD VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Het gezamenlijk bedrag van de credieten aangevraagd voor het dienstjaar 1923, voor de Openbare Schuld, bedraagt 1,189,160,927 fr. 56.

In dit bedrag zijn enkel begrepen de uitgaven uit dien hoofde uitgetrokken op de gewone begrooting; de dienst van de Schuld omvat er nog andere.

Voor de eerste maal sedert den oorlog vindt men geene lasten van dien aard op de begrooting der buitengewone uitgaven. Maar de begrooting van de verhaalbare uitgaven, in uitvoering van de vredesverdragen omvat eene reeks credieten die vallen onder de Openbare Schuld, waarvan het gezamenlijk cijfer 4,001,587,400 frank is.

Moet men deze som bij het geheel van den gewonen dienst voegen om te oordeelen over de gezamenlijke lasten der Openbare Schuld? Toch niet. Want wij zien op de begrooting der verhaalbare uitgaven een crediet van 457 miljoen voor de tusschenkomst van deze begrooting in de lasten van de leeningen aangegaan voor 's Lands herstel, lasten ingeschreven op den gewonen dienst en vervat in het vroeger aangegeven bedrag van 1,189 miljoen.

(1) Begrooting, n^o 4-II.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Lamborelle, de Montpellier, Houtart, de Liedekerke, Poncelet en Cousot.

De lasten der geheele Openbare Schuld worden voor het dienstjaar 1923 samengesteld als volgt :

Fr. 1.189,169,927.56 + 1,001,587,100 — 457,000,000 = fr. 1 milliard 633,748,027.56.

Hierna volgen drie tabellen die het hoofdzakelijk gedeelte van dit verslag uitmaken.

De eerste tabel vermeldt den toestand van 's Lands Schuld, in kapitalen en lasten, op 31 October 1922. Wanneer men de vreemde munt raamt volgens den wisselkoers van dien datum, bekomt men in het geheel 37 milliard 7 miljoen 665 duizend 862 frank in Belgische munt, hetgeen het huidig passief is van den Staat.

Aanzienlijke gedeelten van dit passief geven geen aanleiding tot verrekening van interest op deze begrooting. Dit geldt namelijk voor de voorschotten ons door de Geallieerden gedaan vanaf den wapenstilstand tot de onderteekening van den vrede, voorschotten welke tegen den koers van den wissel ongeveer tot 3 milliard van onze franks beloopen; hetzelfde geldt voor de kosten van interneering der Belgische troepen in Holland, 60 miljoen florijnen; hetzelfde dient te worden gezegd van de voorschotten der Nationale Bank, 5 1/2 milliard, die interest zullen eischen naar gelang dat die voorschotten geregeld worden door middel van normale credietverrichtingen.

De *Buitenlandsche* schuld dient afzonderlijk te worden beschouwd. Benevens de voorschotten van de Geallieerden ontvangen en de kosten van interneering in Holland, draagt de Staat, ten gevolge van onderscheidene verrichtingen, een last in vreemde munt ten beloope van :

Fransche franks	56,254,200
Ponden sterling	20,026,085
Dollars (Vereenigde Staten)	130,782,177
Dollars (Canada)	2,028,095

De voorwaarden der leeningen welke deze schuld uitmaken, werden uiteengezet in het verslag over de begrooting van 's Rijks schuld voor het dienstjaar 1922.

De tweede tabel welke wij bij het verslag voegen, heeft ten doel de zuivere opbrengst en de kosten van uitgifte der onderscheidene leeningen vast te stellen.

Eene derde tabel vermeldt 's Rijks schulden in zake waarborgen van interest. Dit soort schuld is in de jongste tijden zoo verre gestegen dat de Openbare Schuld er ernstig wordt door verzwaaard. Het Parlement dient zijne aandacht er op te vestigen. Dienvolgens hebben wij het noodig geacht, aan de tabel van 's Rijks tegenwoordige en rechtstreeksche schulden, de opgave toe te voegen van de waarborgschulden.

De onderscheidene artikelen van 's Rijks Openbare Schuld geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

ART. 8. — Schuld 3 t. h., 4^e reeks : 31,100,000 frank.

Deze leening staat vermeld in pond sterling. De interest wordt berekend naar den koers van 55 frank het pond sterling, terwijl de tegenwoordige koers ongeveer 70 frank bedraagt. Ofschoon het hier een onbeperkt crediet geldt, moet men

nochtans het bedrag der uitgave zoo dicht mogelijk nabijkomen. Eene verhooging van 15 t. h. schijnt dus noodzakelijk.

De Commissie stelt U voor dit crediet op 55,765,000 frank te brengen

ART. 11. — Schuld 6 t. h. consolideering 1921 : fr. 91,590 523 14.

Om te handelen overeenkomstig de regelen der comptabiliteit van de begrooting, gaat het hier enkel om het gedeelte dezer leening, dat tijdens 1921 werd uitgegeven.

ART. 12. — Leening tegen 7 1/2 t. h. van 50,000,000 dollar : 70 miljoen 937,500 frank.

De lasten wegens interesten en amortisatie bedragen 5,675,000 dollar ; de omzetting in Belgische franken wordt berekend tegen den rentevoet van fr. 12.50, hetgeen zeker te laag is. Eene verhooging van 10 t. h., op dit crediet schijnt noodig te zijn.

Wij stellen dus voor : 78,031,250 frank.

ART. 13. — Leening tegen 8 t. h. van 30,000,000 dollar : 47,000,000 frank.
Zelfde aanmerking : wij stellen voor : 51,700,000 frank.

ART. 16. — Interesten, amortisatie en kosten van ontleende of te ontleenen kapitalen waarvan de lasten niet zijn voorzien bij de voorafgaande artikelen, interesten en kosten der Schatkistbons (onbeperkt crediet) : 340,000,000 frank.

Dit artikel omvat :

a) de nitbetaling der effecten van 's Lands Herstel in 1922 uitgegeven of in 1923 uit te geven : 9,000,000 frank ;

b) de nitbetaling der effecten van de Consolidatieleening uitgegeven of uit te geven op dezelfde wijze : 51,000,000 frank ;

c) de interesten en kosten van de in België uitgegeven Schatkistbons : 250.000.000 frank.

Het zijn, eenerzijds, tienjarige bons uitgegeven in 1922, waarvan de last geraamd wordt op 38,487,150 frank ; anderzijds, de gewone en gedisconteerde Schatkistbons, waarvan de uitbetaling, berekend op het den 31st October 1922 uitgegeven kapitaal, de som van 191,52,850 frank moet bedragen.

d) De interesten en kosten van de in het buitenland uitgegeven Schatkistbons : 70,000,000 frank.

Het betreft de buitenlandsche vlottende schuld.

Het crediet dat voor deze voorwerpen gezamenlijk voorzien is op de begrooting voor 1922 (art. 14) bedroeg 500,000,000 frank, of 160,000,000 frank meer dan ons artikel 16. De oorzaak daarvan was de aanrekening op dit crediet van de lasten der in 1921 uitgegeven Consolidatieleening, of 95,000,000 frank, en de Bons afgeleverd in ruiling van muntbons, 110,800,000 frank. De lasten van deze beide leeningen komen voor op de artikelen 11 en 15 van de onderhavige begrooting.

Het kapitaal der gewone en gedisconteerde Bons bedroeg op 31 October 1922, 4,163,111,000 frank, terwijl het op 31 December 1921 tot 4,445,143,000 frank beliep. Op 30 December 1922 werd dit cijfer tot op 3 milliard 876,764,000 frank verminderd.

Het kapitaal der tienjaarlijksche Bons bedraagt 769,743,000 frank.

Er dient te worden opgemerkt dat het crediet op artikel 16 ingeschreven, een onbeperkt crediet is en met lasten de leeningen zal verzwaren, die zullen worden aangegaan tijdens het jaar 1923, indien deze leeningen voor het einde van dit jaar kosten meebrengen.

Art. 18. — Annuïteiten door den Staat te betalen voor de overname van spoorweg-concessiën : fr. 27,073,541.69.

In verhouding tot de voorgaande begrooting, werd dit crediet met fr. 6,730,132,30 verhoogd. Redenen : de verhooging van het voorloopige cijfer der annuïteit verschuldigd aan de Spoorwegmaatschappij 's Gravenbrakel-Gent (fr. 530,000); nieuwe annuïteiten te betalen : a) voor de overname van baanvakken van den spoorweg Brussel-Rijssel-Kales (fr. 3,600,000); b) voor de overname van den spoorweg Doornik-Jurbise (fr. 2,600,000).

De redenen, die aanleiding hebben gegeven tot de naasting dier concessiën, zijn dezelfde als die uiteengezet in de nota tot wettiging van het crediet van 4,000,000 frank, bij wijze van amendement opgenomen in artikel 16 der Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1922, tot betaling der annuïteit verschuldigd aan de Spoorwegmaatschappij 's Gravenbrakel-Gent (Kamer, stuk n^o 351, van 1922).

Bijkomende credieten op de Begrooting van 1922 zullen aangevraagd worden tot regeling van de semesters der annuïteiten, vervallen den 27ⁿ Juli 1922 en betaald aan de « Compagnie du chemin de fer direct de Bruxelles à Lille et Calais (1,800,000 frank) en aan de Naamlooze Maatschappij der Spoorwegen Doornik-Jurbise en Landen-Hasselt (1,500,000 frank).

Art. 23. — Aandeel van den Staat in de lasten der leening 6 t. h. van 178,118,000 frank van het Groothertogdom Luxemburg, 7,187,080 frank.

Het geldt hier het verschil van interest (4 t. h.) dat ten laste van België is krachtens de overeenkomst van 23 Juli 1921, goedgekeurd door de wet van 5 Maart 1922. Dit crediet bedroeg verleden jaar slechts de helft, omdat slechts één semester interest op het dienstjaar moest aangerekend worden.

Art. 24. — Annuïteit aan de gemeenten te betalen tot terugbetaling der voedings- en onderstandsuitgaven, waarin zij hebben voorzien gedurende de jaren 1919 en 1920 en waarvan den Staat den last overgenomen heeft.

Uit eene bij de begrooting gevoegde nota blijkt dat, vermits de Staat beslist heeft die uitgaven, welke 284 miljoen bedragen, te zijnen laste te nemen en ze niet kan aanrekenen op de begrooting der verhaalbare uitgaven, het vereischte crediet noodzakelijkerwijs moet uitgetrokken worden op de begrooting van 's Lands Schuld. Door het goedkeuren van dit crediet zullen de Kamers de beslissing van de Regeering bekrachtigen.

Door eene nota toegevoegd aan den tekst van artikel 24, stelt de Regeering voor dat « de rechvaardiging van de uitgaven zal geleverd worden door het voorleggen van aangiften, ondertekend door de gemeenten en goedgekeurd door de bestendige deputatiën van de provinciale raden ». Het is er om te doen, de bezwaren te vermijden, die zich hebben voorgedaan bij het rechtvaardigen aan het Rekenhof, in den gewonen vorm, van de uitgaven betreffende de oorlogsperiode.

Het is wel verstaan dat het bedrag der uitgaven onder contrôle van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken wordt gesteld.

Art. 26. — Vergelding aan de Nationale Bank van België naar luid van de overeenkomst d. d. 19 Juli 1919 betreffende de voorschotten voor het inwisselen van het Duitsch geld. (Onbeperkt crediet), 10,000,000 frank.

Vroeger kwam dit artikel op de buitengewone begrooting voor.

Laten wij in herinnering brengen dat bedoelde overeenkomst eens voor al bepaalde vergelding voorziet voor de materiele kosten wegens de vernieuwing der biljetten uitgegeven tot dekking der schuld van den Staat voor de inwisseling van het Duitsche geld.

Het bedrag van de biljetten der Nationale Bank, in omloop op 28 December l. b. beliep tot 6 milliard 700 miljoen frank, tegen 6 milliard 289 miljoen vastgesteld op 29 December 1921.

Deze vermeerdering van 411 miljoen is vooreerst te verklaren door de uitbreiding der disconto-verrichtingen; inderdaad, de post « Belgische portefeuille », voorkomende op de balans van de Bank voor 425 miljoen einde van verleden jaar, bedraagt 63¼ miljoen frank einde 1922.

De voorschotten op publieke fondsen zijn nagenoeg eender gebleven. Anderzijds, zijn de particuliere loopende rekeningen, die verleden jaar beliepen tot eene som van 509 miljoen, thans verminderd tot 285 miljoen; uit dien hoofde is de omloop vermeerderd met 226 miljoen. Dit verschil wordt niet gedekt door de loopende rekening van de Openbare Schatkist die 215 miljoen aanwijst tegen 106 miljoen einde 1921, dus slechts 49 miljoen meer.

De Bank heeft zich in 't geheel verbonden voor 7,199 miljoen; dit bedrag was nagenoeg hetzelfde in 't midden van het jaar 1921, wanneer het bedrag der Belgische portefeuille omtrent hetzelfde was als thans.

De biljettenomloop neemt echter voortdurend toe, terwijl het bedrag van de loopende rekeningen geleidelijk vermindert. Vooral de uitgaven en de steeds herhaalde leningen van den Staat hebben daartoe bijgedragen door de ononderbroken onttrekking van de beschikbare gelden.

Van 2,481 miljoen, bedrag op 31 December 1919, zijn de sommen in rekening op de Nationale Bank gedaald tot 498 miljoen, cijfer van 28 December 1922. De groote verrichtingen zijn dus merkkelijk verminderd van omvang.

Het dient dus herhaald te worden dat de inrichting van uitgifte geen enkel voorschot noch korting aan den Staat verleent. Beter nog, maatregelen gaan voorgesteld worden om de schuld, voortvloeiend uit de inwisseling der Marken, te verminderen.

Art. 30. — Verschillende pensioenen : 59,706,000 frank, vermeerdering dus van 5,252,700 frank.

Deze spruit voort, eenerzijds, uit de vermeerdering van het getal pensioenen die moeten betaald worden, en anderzijds, uit de verhooging van het bedrag der pensioenen tengevolge van de verhooging der jaarwelden. De Commissie voor de Financiën spreekt den wensch uit dat de Regeering zoo spoedig mogelijk den dienst der pensioenen zou centraliseeren.

Als slot, en onder voorbehoud van de hooger aangeduide opmerkingen, stelt de Commissie voor de Financiën U voor, Mijne Heeren, het ontwerp der begroo-ting der Openbare Schuld goed te keuren.

De Verslaggever,

M. HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE

Opgave der verbintenissen door de Schatkist aangegaan
in den vorm van waarborgen van interest.

LLOYD ROYAL BELGE.

Bij artikel 2 van het Besluit-wet dd. 19 Juli 1916 (*Staatsblad* van 15-20 Juli 1916) tot goedkeuring der standregelen van de handelsmaatschappij « Lloyd royal belge », werd de Staat gemachtigd tegenover derden den interest en de amortisatie te waarborgen van de obligatiën ten bedrage van een nominaal kapitaal van 100,000,000 frank uit te geven door deze Maatschappij, overeenkomstig genoemde standregelen.

Deze obligatiën waren het voorwerp van twee achtereenvolgende uitgiften, te weten :

1^o Eene eerste van 25,000,000 frank in obligatiën tegen 4 t. h., gemachtigd bij Koninklijk besluit van 30 December 1917 (*Staatsblad* van 24 Februari-2 Maart 1918);

2^o De tweede, van 75,000,000 frank in obligatiën 6 t. h. gemachtigd bij Koninklijk besluit van 26 April 1921 (*Staatsblad* van 27 April).

Ter uitvoering van het eerste artikel dezer beide Koninklijke besluiten, werden deze obligatiën bekleed met het visa der Thesaurie; dit visa brengt mée de waarborg van den Staat op de wijzen en onder voorbehoud als vermeld is bij artikel 44 der standregelen van de Maatschappij, luidende als volgt :

« De Belgische Staat zal op de volgende wijze de uitbetaling der interesten » en de uitkeering van het kapitaal der twee eerste reeksen van obligatiën waarborg, te zamen honderd millioen maximum, uit te geven krachtens het artikel » veertig, litteras *A* en *B*; deze voorwaarden en modaliteiten zullen aangeteekend » worden op de obligatie-titels :

» a) Betrekkelijk de interesten dezer obligatiën: De Staat zal tusschenkomen » om ten zijnen laste te nemen de betaling der koepons van de obligatiën iedere » maal dat de finantieele uitslag van het loopende dienstjaar niet zou toelaten de » uitbetaling van deze koepons te doen bij middel van de winsten van het dienst- » jaar of bij middel van het speciaal voorbehoudsfonds, ingesteld voor dit doel.

» Nochtans zal de Staat kunnen terugkrijgen, maar zonder interest voor » uitstel, op de winsten van ieder jaar gedurende de tien volgende dienstjaren, al » de sommen die hij alzoo zou uitgegeven hebben of waarvan hij zelf schuld- » eischer zou zijn als houder van obligatiën, van zoodra de winsten van deze » dienstjaren deze vereffening zouden geheel of gedeeltelijk toelaten.

» Door winsten in de twee paragrafen die voorgaan, moet er verstaan worden, » het overschot van ontvangsten van een jaarlijksch rekeningsjaar na uitbetaling

» van al de maatschappelijke lasten en na normale aflossing van al de eigendommen der Maatschappij, namenlijk van de schepen, gezegde aflossing overeen te komen met de kommissarissen van den Staat ;

» b) Betrekkelijk het kapitaal dezer obligatiën : De Staat waarborgt er van de terugbetaling op de tijdstippen vastgesteld door de lijsten van aflossing ; maar deze waarborg wordt maar gegeven ten voordeele van de dragers van obligatiën en zal maar werkdadig worden ingeval van onvermogen van betalen van de Maatschappij en nitputting van verweermiddelen op hare goederen.

» In dit geval, moet de Staat, hetzij onmiddellijk de obligatiën uitbetalen, hetzij, indien hij het verliest, voortdoen met op tijd regelmatig de betalingen te doen van interesten en de terugbetalingen op de tijdstippen vastgesteld op het oogenblik der uitgifte van deze obligatiën.

» De Maatschappij alzoo verplicht zijnde jaarlijks te voorzien in de aflossingen, zelfs bij gemis aan winsten, zal in zijne boekhouding eene lijst moeten opmaken voor deze aflossingen.

» Het bijzonder voorbehoudsfonds, waarvan melding in het artikel drie en veertig zal als waarborg dienen in de eerste lijn voor de betaling der interesten en verder voor de betaling van het kapitaal der obligatiën. »

Overeenkomstig de amortisatietabellen, bedragen de annuïteiten voor interest en amortisatie dezer beide uitgiften, voor het jaar 1923, gezamenlijk de som van 6.011.860 frank.

Voor de tusschenkomst van den Staat in de uitbetaling der obligatiën van den « Lloyd Royal Belge », werd geen enkele last gebracht op de Begroeting van 1922; doch het blijkt thans zeker dat een bijkomend crediet voor 1922 bij de Wetgeving zal moeten aangevraagd worden om de betaling te verzekeren van de coupons op den vervaldag van 1 Juli 1922 en op dien van 1 Januari 1923, welke uitbetaling de maatschappij niet bij machte is te verzekeren.

NATIONALE MAATSCHAPPIJ DER BUURTSPORWEGEN.

Naar luid van artikel 10 der wet van 24 Juni 1885 (*Staatsblad* van den 25^{en} Juni, n^o 176), « is de Regeering gemachtigd om tegenover derde personen, op voorwaarden door haar te bepalen, den interest en de aflossing te waarborgen der obligatiën door de Nationale Maatschappij uitgegeven in vertegenwoordiging der jaarwedden door de gemeenten, de provinciën en den Staat verschuldigd ».

Een Koninklijk besluit van 6 Juli 1885 (*Staatsblad* van 8 Juli, n^o 189) bepaalt als volgt (art. 1 en 2) aan welke voorwaarden de waarborg van den Staat is onderworpen :

« *Eerste artikel.* — De obligatiën, welke de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen zal uitgeven in vertegenwoordiging der jaarrenten ingeschreven door de gemeenten, de provinciën en den Staat zullen aan het visa der Schatkamer onderworpen worden.

» Dit visa brengt den waarborg van den Staat mede.

» *Art. 2.* — Het model der titelen, alsook de tabel van aflossing van de verschillende uitgiften, moeten door den Minister van 's Lands Middelen worden goedgekeurd.

» De aflossing zal derwijze berekend worden, dat de sommen jaarlijks wegens » jaarrenten te ontvangen de interesten en de kapitalen dekken der opvolgenlijk » eischbare interesten en kapitalen. »

De uitgifte van obligatiën gedaan door de Nationale Maatschappij krachtens machtingen vervat in onderscheidene Koninklijke besluiten, bedragen thans het nominaal kapitaal van 373 millioen frank, te weten :

Leening 2 1/2 t. h., met premiën	fr. 50,000,000
— 3 t. h., Januari-Juli	193,000,000
— 3 t. h., Mei-November. . . .	150,000,000
Totaal. . . .	fr. 373,000,000

De noodige annuïteiten voor de uitbetaling der interesten en der amortisatie van deze leeningen gedurende het jaar 1923 bereiken de gezamenlijke som van 11,960,000 frank, in afgeronde cijfers.

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR CREDIET AAN DE NIJVERHEID.

De wijzen waarop den Staat tegenover derden den interest waarborgt van de obligatiën door de Nationale Maatschappij voor crediet aan de nijverheid uitgegeven krachtens artikel 10 harer standregelen, werden vastgesteld door een Koninklijk Besluit van 1 Juli 1920. (*Staatsblad* van den 9ⁿ, n^o 191) dat, in zijne inleiding en in zijne eerste twee artikelen luidt als volgt :

Gezien artikel 10 der standregelen van de Nationale Vennootschap voor crediet aan de nijverheid, luidende als volgt :

« De vennootschap kan, met of zonder premiën, obligatiën uitgeven waarvan de uitkeering binnen een maximum tijdperk van dertig jaar zal gedaan worden.

» Het bedrag der in omloop zijnde obligatiën zal het tienvoudig bedrag van het maatschappelijk kapitaal en van de reserves niet overtreffen.

» Echter kan de vennootschap, mits instemming der Regeering, deze grens overschrijden of obligatiën uitgeven, welke na langer dan dertig jaar uitkeerbaar zijn.

» De beheerraad bepaalt, in overleg met de Regeering, het type der obligatiën, haren interestvoet en al andere voorwaarden van uitgifte of van uitkeering. »

Gezien artikel 2 der wet van 16 Maart 1919, houdende goedkeuring van gemelde standregelen, luidende :

« De Staat waarborgt tegenover derden de betaling van de interesten der obligatiën van meer dan vijf jaar duur, door de vennootschap uit te geven.

» Mocht de opbrengst der verrichtingen niet voldoende zijn om de betaling van gemelde interesten ten volle te verzekeren, dan verstrekt de Staat aan de vennootschap de sommen benodigd om het verschil aan te vullen.

» De sommen welke de Staat krachtens zijn waarborg uit de Schatkist te verstrekken zou hebben, worden hem bij wijze van vooraflichting op de zuivere opbrengst van het eerstkomende boekjaar en, desnoods, van de volgende boekjaren terugbetaald in hoofdsom, verhoogd met de interesten, van gelijk bedrag als dit voor de gewaarborgde obligatiën. »

« Artikel 1. — De uitgifte der leeningen van de Nationale Vennootschap voor crediet aan de nijverheid wordt afhankelijk gesteld van de voorafgaande machti-

ging van den Minister van Financiën, die het model der obligatiën goedkeurt, alsmede de tabel van delging zoo daartoe aanleiding bestaat.

» Art. 2. — De obligatiën van meer dan vijf jaar duur, welke de vennootschap, krachtens gemelde machtiging, uitgeeft, moeten aan het visa der Thesaurie onderworpen worden.

» In dit visa ligt, wat betreft de betaling der interesten, den waarborg van den Staat opgesloten, in de voorwaarden bepaald bij artikel 2 der wet van 16 Maart 1919. »

Het nominaal kapitaal der obligatiën welke de Nationale Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid gemachtigd heeft uit te geven, bedraagt thans 850.000.000 frank ongeveer.

Op dit bedrag, werden obligatiën voor een gezamenlijk beloop van 744.950.000 frank met het visa der Thesaurie bekleed, te weten :

Obligatiën 4 1/2 t. h.	fr. 50.000.000
Obligatiën 5 t. h.	694.950.000

De last wegens interest dezer obligatiën bedraagt een jaarlijksche som van 36.997.500 frank.

PALEIS DER SCHOONE KUNSTEN TE BRUSSEL.

Krachtens artikel 12 van de Standregelen der Vereeniging 'zonder winstgevend doel « Paleis der Schoone Kunsten te Brussel » goedgekeurd door artikel 1 der wet van 5 Augustus 1922, waarborgt de Staat tegenover derden, onder de voorwaarden te bepalen door de Regeering, den intrest en de aflossing van de leening van een werkelijk bedrag van 15 millioen frank, uit te geven door de Vereeniging, in overeenstemming met den Minister van Financiën, om de kosten van het bouwen en het volledig inrichten van het Paleis der Schoone Kunsten te dekken. De Staat zal bovendien aan de Vereeniging, voor den duur van de leening, eene jaarlijksche subsidie verleen, bestemd om het eventueele tekort aan te vullen van de geldmiddelen die door haar mogen gebruikt worden voor de betaling van de annuïteit.

Aan deze verbintenis wordt voor de eerste maal voldaan in 1923, met op de begrooting van de Openbare Schuld (gewone uitgaven) een crediët te brengen van 220,000 frank met het oog op de uitkeering van de toelage voor het jaar 1923.

AANDEEL VAN DE TUSSCHENKOMST VAN DEN STAAT IN DE ONGEWONE UITGAVEN, VOORTYLOEIEND UIT DEN OORLOG, DOOR DE GEMEENTEN GEDAAN GEDURENDE DE JAREN 1919 EN 1920.

De Regeering heeft beslist de uitgaven van voeding en onderstand door de gemeenten gedaan gedurende de jaren 1919 en 1920 ten laste van den Staat te brengen.

Deze uitgaven, geraamd op 284 millioen frank, worden terugbetaald aan de gemeenten door middel van eene jaarlijksche annuïteit betaalbaar gedurende 66 jaar van af het dienstjaar 1922.

Berekend aan 5.25 t. h., zooals deze die dient voor de gedeeltelijke terugbetaling der abnormale oorlogsuitgaven van de gemeenten, bedraagt de annuïteit die elk jaar moet ingeschreven worden op de begrooting der Openbare Schuld (gewone uitgaven), de som van 14,910,000 frank.

Een crediet van dergelijk bedrag wordt voorzien op de begrooting van het jaar 1923; een bijkomend crediet, terug te brengen op de begrooting van 1922, zal ter gelegener tijd aangevraagd worden.

PROVINCIALE EN INTERCOMMUNALE VEREENIGING VOOR WATERVOORZIENING IN DE PROVINCIE ANTWERPEN.

De Regeering heeft de Staatstusschenkomst beloofd, tot beloop van een derde, in de kosten — geraamd op 100 tot 125 miljoen frank — van de werken voor het definitief aanleggen eener watervoorziening, opgevat door de provinciale en intercommunale Vereeniging voor de watervoorziening in de provincie Antwerpen.

Het nakomen van deze belofte wordt evenwel afhankelijk gemaakt van eene verbetering van den finansielen toestand van het land, en er werd overeengekomen dat de Antwerpsche Vereeniging tot geene enkele uitvoering van werken zou overgaan zonder vooraf het Departement van Financiën geraadpleegd te hebben.

Wijzen wij erop dat de Staat reeds tusschenkomt voor één miljoen frank in de kosten van de proefinstallatie te Moll, geschat op drie miljoen frank.

De tegemoetkoming van den Staat moet voor de helft worden uitgetrokken op de jaren 1922 en 1923; een eerste crediet van 500 miljoen frank werd ingeschreven op de begrooting van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het jaar 1922. •

INTREKKEN EN INWISSELEN DER MARKEN IN DE KANTONS EUPEN EN MALMEDY.

Het wetsontwerp tot goedkeuring en tot machtiging van verschillende finansiële maatregelen als noodzakelijk gevolg van het vervangen van het Duitsch geld door Belgisch geld, in de kantons Eupen en Malmédy (*Parlem. doc., n^o 131, zittingsjaar 1921-1922*) heeft inzonderheid voor doel :

1^o De goedkeuring der inwisseling van 9 miljoen frank tegen 9 miljoen marks door de Schatkist, gedaan voor het van kracht worden van het Versailles-Verdrag, om de voorziening met voedingswaren te verzekeren voor de bewoners van de kantons Eupen en Malmédy.

Het voorschot van de Thesaurie welke deze verrichting heeft medegebracht, zal geregeld worden door een crediet dat aan de Kamers zal gevraagd worden zoodra het verlies zal gekend zijn dat de Schatkist te dragen heeft na de tegelddemaking van de som marken die uit gezegde inwisseling voortvloeit.

2^o De goedkeuring van het voorschot van 64 miljoen frank gedaan door de Schatkist van den Hoogen Koninklijken Commissaris handelend voor rekening der gemeenten van genoemde gebieden, om te dienen voor de uitwisseling, op voet van 1 frank voor 1 mark, van een gedeelte van het Duitsche geld uit den omloop

getrokken; de vaststelling van den termijn voor de terugbetalingen van dit voorschot wordt overgelaten aan het oordeel van de Regeering.

Krachtens artikel 2 van het wetsontwerp is de Regeering gemachtigd een voorschot van 64 miljoen frank aan te vragen bij de Rijksbank, aan de algemeene voorwaarden neergelegd in de overeenkomst van 19 Juli 1919, goedgekeurd door artikel 13 van de Begrotingswet van 24 October daarop volgend. Dit voorschot stemt overeen met de som in Belgisch geld voorafgenomen op het vermogen van de Schatkist om in omloop gebracht te worden in de genoemde gebieden door vervanging van de Deutsche munt.

De terugbetaling van dit voorschot zal samenvallen met het uitdelgen van hetgeen werd bewilligd door de Schatkist aan den Hoog-Koninklijken Commissaris.

3^o De bekrachtiging van de uitgifte, namens den Staat en te zijnen laste, van een nominaal kapitaal van 45 miljoen frank in tienjaarlijksche kasbons van 1.000 frank elk, aan een interest van 5 t. h. van af 1 Januari 1921, en afgeleverd ter betaling van het saldo marken uit den omloop getrokken in de geannexeerde kantons.

De interesten vervallen op 31 December 1921, hetzij, 2,250,000 frank, werden betaald door middel van een voorschot der Thesaurie, dat werd geregeld door een bijkomend crediet van hetzelfde bedrag, ingeschreven op de begroting van de Openbare Schuld voor het jaar 1921, door de wet van 30 Juli 1922.

Daar het wetsontwerp nog niet werd onderworpen aan de goedkeuring der Kamers, werd er nog geen crediet aangevraagd voor het jaar 1922, om het bedrag van de interesten die moeten vervallen op 31 December 1922 uit te trekken, welke interesten zeer waarschijnlijk nog zullen moeten vereffend worden door een voorschot van de Thesaurie, te regelen door een bijkomend crediet dat later zal moeten gevraagd worden op de begroting van het dienstjaar 1922.

4^o De bekrachtiging van den zekerheidswaarborg van den Staat, tot dekking van de credietopeningen toegestaan door de plaatselijke banken, aan de voorwaarden en binnen de grenzen vastgesteld bij decreet van den Hoog Koninklijken Commissaris aan handelaars en industrieelen van de twee gedesannexeerde kantons tegen inpandgeving van marken.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop deze waarborg ophoudt van kracht te zijn.

Die credietopeningen gingen over een kapitaal van 18 miljoen frank; dank zij de schikkingen getroffen met het oog op de inning van de schuldvorderingen van de Schatkist, zal het verlies, die de Schatkist te dragen heeft ten gevolge van deze verrichtingen, tot een geringe som beperkt blijven.

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR GOEDKOOPE WONINGEN EN WOONVERTREKKEN.

I. — Voorschotten tegen 2 ten honderd.

De Staat doet aan de Nationale Maatschappij voor goedkope Woningen en Woonvertrekken voorschotten om haar in staat te stellen zelf leeningen te doen aan de plaatselijke en gewestelijke maatschappijen door haar aangenomen : de

credieten daartoe noodig worden ieder jaar ingeschreven op de buitengewone begrooting.

Op het eind van het loopend jaar zal daaraan eene som van 175 miljoen uitgegeven zijn.

Welnu, daar het bedrag van den interest dier voorschotten tot nu toe vastgesteld blijft op 2 t. h. 's jaars, vloeit daar voor de Schatkist een verlies uit voort, — dat niet bijzonder voorkomt op de Begrooting der Openbare Schuld, — gelijk aan het verschil tusschen den interest van het geld en gezegd bedrag van 2 t. h.

Men moet er bovendien rekening meehouden dat de Regeering, krachtens artikel 5 der wet van 9 Augustus l.l. welke de Begrooting der buitengewone inkomsten en uitgaven voor het jaar 1922 bevat, de Nationale Maatschappij kan ontslaan van de betaling, tot een bedrag van één vierde van hun bedrag, van de 66 annuïteiten van 2.75 t. h. welke de eerste 175 miljoen frank dekken voorgeschoten door deze instelling aan de toegelaten bouwmaatschappijen, met last voor de instelling aan deze maatschappijen eene gelijkwaardige ontheffing toe te staan.

II. Bijdrage van den Staat in de vestiging van het kapitaal der Nationale Maatschappij, alsmede in de vorming van het kapitaal der plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor goedkope woningen.

De Staat heeft in het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Goedkope Woningen en Woonvertrekken bijgedragen tot een bedrag van 500,000 frank, waarvan 1/10 werd gestort bij het verlijden van de oprichtingsakte.

Anderzijds, droeg de Staat in het kapitaal der bouwverenigingen, door de Nationale Maatschappij toegelaten, bij tot een bedrag van 27,084,900 frank, waarop 20 t. h. werden gestort door middel van een crediet uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting.

De Beheerraad kan echter, overeenkomstig de statuten der Nationale Maatschappij en die der toegelaten maatschappijen, bijstortingen eischen, die, voor deze laatste instellingen, elk jaar niet 10 t. h. van het ingeschreven kapitaal mogen overschrijden; krachtens artikel 7 der wet van 11 October 1919 kunnen de openbare machten bijstorten, boven 1/10 van het bedrag hunner aandelen, bij wijze van 66 annuïteiten van gelijk bedrag, berekend tegen niet minder dan 5 t. h.

*
* * *

Bovendien is de Regeering, krachtens artikel 8 der wet van 11 October 1919, « gemachtigd om, onder de door haar bepaalde voorwaarden, tegenover derden te » waarborgen de rente en de aflossing der schuldbrieven, door de Nationale » Maatschappij uit te geven, ter vertegenwoordiging van de annuïteiten voorzien » bij artikel 7 (verschuldigd door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de » weldadigheidsinstellingen, door haar gekapitaliseerd. »

Deze bepaling werd tot nogtoe niet nageleefd, omdat de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen nog geene obligatiën heeft uitgegeven.

Door de wet van 7 Augustus 1921 (*Staatsblad* van 20 Augustus 1921) werd

de Belgische Regeering gemachtigd, den goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland, onder zekere voorwaarden, te waarborgen tot beloop van eene globale som van 250 miljoen frank.

Door het Koninklijk besluit van 18 October 1921, in het *Staatsblad* verschenen den 27^e October, werden de voorwaarden, tot het bekomen van dit delcredere nader omschreven.

Door twee latere besluiten werd deze waarborg nog uitgebreid :

a) Tot den verkoop van Belgische producten in landen met gunstigen wisselkoers (Koninklijk besluit van 23 Augustus 1922, waarvan een uittreksel verschenen is in het *Staatsblad* van 31 Augustus;

b) Tot het afsluiten van overeenkomsten in vreemde valutas, onder voorbehoud dat de gewaarborgde som en de daarmede overeenstemmende Schatkistverplichting in Belgische franks worden opgegeven

De verplichtingen door de Regeering, op voorstel der Delcredere-Commissie aangegaan (Koninklijk besluit van 16 October 1922, *Staatsblad* van 26 October), waren totnogtoe weinig aanzienlijk; zij werden geregeld door de hierna vermelde Koninklijke besluiten en bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, te weten :

Data van de Koninklijke Besluiten en van dezer bekendmaking in het <i>Staatsblad</i> .	Aanduiding der exporteurs. — Aard en aanduiding der uitgevoerde producten.	Bedrag van de zaken.	Beloop van den zekerheidswaarborg vanwege de Regeering.	Bedrag van den Regeeringswaarborg.
Koninklijk besluit van 29 Mei 1922. (12-13 Juni).	Samenw. Vennootschap. « La Textile », van Gent (Katoendraderij) Roumenie.	Belgische frcs 4,000,000	55 t. h.	Belgische frcs. 2,200,000
Koninklijk besluit van 25 November 1922 (7 December).	Naamloos Vennootschap van de « Ateliers de Construction de Familleureux », (spoorwegmaterieel) Staatspoorwegen van Argentinië te Buenos-Ayres . .	14,793.650	55 t. h.	8,436,507.50
Koninklijk besluit van 10 Juli 1922 (20 Juli).	De heer Michel-Simonis, constructeur te Luik (materieel voor het maaldersbedrijf) Portugal.	165,000	55 t. h. van de 2/3 betaalbaar op termijn.	60,500
Koninklijk besluit (nog niet verschenen).	Idem	250,000	Idem.	91,666

De Commissie voor het delcredere heeft onlangs twee nieuwe aanvragen onderzocht.

De eene gaat over het leveren van 2,700 water-meters, van eene waarde van 250 tot 500,000 frank in aanbesteding gesteld door de Regeering van Uruguay.

De andere gaat uit van de Werkhuizen van Familleureux voor het leveren van rollend materieel, van eene waarde van omtrent 6 miljoen en half frank, bestemd voor de Spoorwegmaatschappij van Oost-Brazilië.

Er werd instemmend beschikt over deze twee vragen, wat betreft de borgteekening door de Regeering te verleen.

